

ANNUAIRE FRANÇAIS  
DE  
RELATIONS  
INTERNATIONALES

2015

Volume XVI

**PUBLICATION COURONNÉE PAR  
L'ACADÉMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES**

*(Prix de la Fondation Edouard Bonnefous, 2008)*



Université Panthéon-Assas  
Centre Thucydide

## LA RUSSIE ET LE MONDE : LES ONDES DE CHOC DE LA CRISE EN UKRAINE

PAR

ANNE DE TINGUY (\*)

La crise en Ukraine marque-t-elle un tournant stratégique dans le rapport de la Russie au monde extérieur ? Son hostilité à l'accord d'association avec l'Union européenne (UE), l'analyse qu'elle a faite de Maïdan, le discours sur « *le coup d'Etat opéré en février 2014 à Kiev par les fascistes et les antisémites* », l'annexion de la Crimée – condamnée par l'Assemblée générale des Nations Unies –, le soutien au séparatisme dans l'est de l'Ukraine, etc. ont d'immenses répercussions qui vont bien au-delà des frontières de l'Ukraine. Les ondes de choc, en particulier au sein de l'espace postsoviétique et en Europe, sont d'autant plus fortes que l'Ukraine occupe une place centrale dans la représentation que Moscou se fait du monde et que le système international n'a pas su prévenir une crise majeure au centre de l'Europe. L'objet de cet article n'est pas de s'interroger sur les origines de cette crise et de la politique russe, ni sur la lecture qu'en fait Moscou, mais sur les effets de ces événements sur la place et le positionnement de la Russie dans le monde. Il n'est pas de chercher à donner des réponses définitives et exhaustives aux questions qui se posent, mais de tenter d'identifier les perspectives qui se dégagent à la fin de 2014.

### « L'ETRANGER PROCHE » BOULEVERSE

La politique russe dans l'espace postsoviétique a évolué au fil du temps, mais l'idée que la Russie est « le centre naturel » de cette région qui représente « la sphère de ses intérêts vitaux » est demeurée solidement ancrée. Depuis des années, l'ambition de Vladimir Poutine est d'en faire un des grands pôles de puissance du monde contemporain, le pilier oriental, face à l'UE, d'une « Grande Europe ». La révolte ukrainienne, la politique russe, le conflit meurtrier qui oppose Russes et Ukrainiens (près de 5 000 morts depuis avril), ces deux peuples hier si proches, portent à ce projet un coup sévère : ils bouleversent et déchirent cet espace.

L'objectif initial de Vladimir Poutine était d'inscrire l'Ukraine dans une relation privilégiée qui serait durable, voire définitive. Le résultat obtenu

(\*) Professeur des Universités à l'Institut national des langues et civilisations orientales (INALCO, France) et chercheur au Centre d'études et de recherches internationales (CERI, France).

est l'inverse de celui qui était recherché. Les événements de ces derniers mois ont consolidé la nation ukrainienne, conforté son choix européen et creusé un fossé entre les deux pays et les deux peuples. « *En annexant la Crimée* », écrit Andreï Gratchev, ancien conseiller de Mikhaïl Gorbatchev, la Russie a « *perdu l'Ukraine pour longtemps, pour des générations* » (1). L'union sacrée qui s'est faite autour de Petro Porochenko lors des élections présidentielles du 25 mai 2014 est une des grandes réponses des Ukrainiens aux événements qui se sont produits. Elu dès le premier tour avec 54,7% des voix et 40 points d'avance sur son principal rival, P. Porochenko arrive en première position dans toutes les régions du pays, sans exception, ainsi que dans tous les districts, sauf un. La polarisation géographique qui prévalait jusque-là à chaque scrutin entre le centre-ouest et le sud-est du pays s'est effacée. Pour la première fois, les résultats des élections, confirmés par les législatives du 26 octobre, révèlent une Ukraine rassemblée (2).

Après plus de cinq ans de négociations et une révolte déclenchée en novembre 2013 par la décision, sous la pression russe, du président Viktor Ianoukovitch de suspendre ces dernières, l'Ukraine confirme le 27 juin sa volonté d'ancrage à l'Europe en signant l'accord d'association avec l'UE. Le volet économique de cet accord (la Zone de libre-échange approfondi et complet) n'entre pas immédiatement en vigueur : sa mise en application est reportée au 31 décembre 2015. Une étape majeure est néanmoins franchie. Il est désormais peu probable que l'Ukraine, qui a décidé en mars de rompre avec la Communauté des Etats indépendants (CEI) (3), rejoigne dans un avenir proche l'Union eurasiennne, le grand projet de la diplomatie russe dont elle devait être une pièce essentielle : en septembre 2014, les Ukrainiens ne sont plus que 17% à y être favorables. Autre évolution qui va à l'encontre des objectifs poursuivis par Moscou, les Ukrainiens sont de plus en plus nombreux à voir l'Alliance atlantique comme un garant de leur sécurité : également en septembre 2014, 44% des personnes interrogées sont favorables à une intégration de leur pays à l'Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord (OTAN) alors qu'ils étaient trois fois moins deux ans auparavant – ils ne sont plus que 22% à souhaiter un statut de non-alliance, deux fois moins qu'en 2012 (4).

Un fossé sépare désormais les deux pays. En moins d'un an, les opinions positives à l'égard de la Russie ont chuté en Ukraine de plus de trente

(1) Andreï GRACHEV, *Le Passé de la Russie est imprévisible*, Alma éditeur, Paris, 2014, pp. 457-458. Cf. aussi Jeffrey MANKOFF, « Russia's latest land grab – How Putin won Crimea and lost Ukraine », *Foreign Affairs*, mai-juin 2014, pp. 60-68.

(2) Pour plus de détails, cf. Anne DE TINGUY, en collaboration avec E. ARMANDON et L. DELCOUR, *Un an de crise en Ukraine*, Etude réalisée pour la Délégation aux affaires stratégiques du ministère français de la Défense, CERI-Sciences-Po, 1<sup>er</sup> déc. 2014, 59 p., et Anne DE TINGUY « L'Eurasie déchirée – L'impact de Maïdan et des interventions russes en Crimée et dans le Donbass », *Tableau de bord d'Eurasie 2014*, Etude du CERI, déc. 2014, pp. 15-19, disponible sur le site Internet [www.sciencespo.fr/ceri](http://www.sciencespo.fr/ceri).

(3) L'Ukraine demeure signataire de l'accord de libre-échange de la CEI.

(4) La première enquête citée est menée par Rating Group Ukraine pour l'International Republican Institute, la seconde par l'Institut International de Sociologie de Kiev et la Fondation Democratic Initiatives.

points (passant de 82% en novembre 2013 à 48% en septembre 2014), les opinions négatives ont triplé. Le nombre de ceux qui se prononcent en faveur d'une fermeture des frontières et d'un régime de visas avec la Russie a lui aussi triplé. Seul signe encourageant pour l'avenir, les Ukrainiens interrogés font une nette distinction entre les dirigeants de la Russie (69% d'opinions négatives) et les Russes (17,7%). Dans le même temps, en Russie, les opinions positives à l'égard de l'Ukraine ont chuté de moitié (passant de 69% à 32%), les opinions négatives ont plus que doublé. Et le soutien à la politique de Vladimir Poutine est massif. Sans surprise dans ce contexte, Ukrainiens et Russes ont des lectures opposées des événements. Interrogés en août-septembre 2014, 63% des Ukrainiens, mais 17% des Russes, estiment que la Russie porte une responsabilité dans l'effusion de sang dans le Donbass ; 70% des Ukrainiens, mais 26% des Russes, que la Russie et l'Ukraine sont en guerre ; 77% des Ukrainiens, mais 24% des Russes, sont favorables à ce que le Donbass reste intégré à l'Ukraine (5). Le discours véhiculé par la plus grande partie des élites dirigeantes et intellectuelles ukrainiennes, persuadées que l'Ukraine n'est que la première étape d'un projet poutinien beaucoup plus ambitieux qui vise à recréer « une Grande Russie », est désormais très hostile à la Russie de Vladimir Poutine.

La grande majorité des Ukrainiens étant convaincue que le séparatisme ne se serait pas développé dans l'est du pays s'il n'avait pas été encouragé et soutenu militairement par la Russie, le sort du Donbass risque de creuser encore davantage le fossé entre les deux pays. La partie de cette région contrôlée par les séparatistes fait d'ores et déjà de moins en moins partie de l'Ukraine, ce qui paradoxalement ne sert pas les intérêts de la Russie. Une Ukraine sans le Donbass serait davantage tournée vers l'Ouest, elle serait moins « russe », car elle signifierait une contraction de la part des Ukrainiens ethniquement russes dans la population totale et moins pro-russe du fait de la diminution du nombre d'électeurs traditionnellement favorables à la Russie.

#### LA FRAGMENTATION DE L'ESPACE POSTSOVIÉTIQUE : QUEL AVENIR POUR L'UNION EURASIENNE ?

Maïdan, le conflit russo-ukrainien et la détérioration du rapport russo-occidental qui s'ensuit ne pouvaient qu'avoir de fortes répercussions dans l'espace postsoviétique. Certains Etats, ceux qui ont mis en place des régimes aussi autoritaires et corrompus que celui de Viktor Ianoukovitch, ont perçu Maïdan comme un danger. Tous se sentent concernés par le comportement de la Russie. Ils constatent qu'aux yeux de Moscou, le rapport à l'Union européenne est devenu une question centrale et que les

(5) Enquêtes menées en partenariat en Ukraine par l'Institut international de Sociologie de Kiev et la Fondation Democratic Initiatives et en Russie par le Centre Levada. Cf. les sites Internet [www.levada.ru](http://www.levada.ru) et [www.kiis.com.ua](http://www.kiis.com.ua).

règles du jeu ont changé : pour tenter d'enrayer l'affaiblissement de ses positions et défendre ses intérêts dans ce qu'elle considère être sa sphère d'influence, la Russie est désormais prête à peser de tout son poids sur ses partenaires. A des degrés divers, tous se savent vulnérables (présence de minorités et de bases militaires russes sur le territoire de la plupart d'entre eux, dépendances énergétiques, migrations de travail source de transferts financiers, etc.), en particulier ceux qui sont confrontés au problème du séparatisme (Moldavie, Géorgie). Leur grande interrogation porte sur la capacité de la Russie à continuer à peser sur l'avenir de l'Ukraine et aux recompositions internationales que celle-ci entraînera dans la région (6).

Confrontés à cette situation, les Etats de la région se sont divisés. Les positions qu'ils ont prises lors du vote du 27 mars 2014 à l'Assemblée générale des Nations Unies de la résolution sur « l'intégrité territoriale de l'Ukraine » révèlent l'ampleur du processus de fragmentation qui est à l'œuvre. La Russie n'a été soutenue que par deux de ses partenaires : la Biélorussie et l'Arménie. L'Ukraine l'a été par la Moldavie, la Géorgie et l'Azerbaïdjan. Le Kazakhstan et l'Ouzbékistan se sont abstenus. Le Kirghizstan, le Tadjikistan et le Turkménistan n'ont pas pris part au vote (7). Certains ont réagi en accélérant leur rapprochement avec l'UE. La Géorgie et la Moldavie, qui avaient paraphé l'accord d'association en novembre 2013, le signent en même temps que l'Ukraine le 27 juin. Toutes trois le ratifient dans les semaines qui suivent. Engagées dans un même processus européen et persuadées que leur avenir est étroitement lié à celui de l'Ukraine, elles resserrent en outre les liens qui les unissent. D'autres Etats ont continué à donner corps à ce qui est depuis 2011 l'objectif prioritaire de Vladimir Poutine : l'Union eurasiennne. Le 5 mars, réunis à Minsk, les chefs d'Etat russe, kazakhe et biélorusse confirment leur volonté d'aller de l'avant. Le 29 mai, à Astana, ils signent le traité instituant l'Union économique eurasiennne (UEE), qui entre en vigueur à la date prévue, le 1<sup>er</sup> janvier 2015, dotée d'institutions qui sont déjà alors en place. Le 10 octobre 2014, ils acceptent la candidature de l'Arménie, le 23 décembre, celle du Kirghizstan – qui devrait devenir membre en mai 2015. Et ils sont en négociation avec le Tadjikistan. Aux yeux de la Russie, cet élargissement est appelé à se poursuivre. Vladimir Poutine espère rallier à ce projet d'autres pays issus de l'ex-Union soviétique, voire des Etats extérieurs à la zone. Lors de sa visite à New Delhi le 11 décembre, il propose à l'Inde d'établir une « relation spéciale » avec l'UEE.

(6) Laure DELCOUR / Hrant KOSTANYAN, *Towards a Fragmented Neighbourhood: Policies of the EU and Russia and their consequences for the area that lies in between*, CEPS (Essay n° 17), Bruxelles, 17 oct. 2014, 10 p. ; A. INAYEH / D. SCHWARZER / J. FORBRIG (dir.) *Regional Repercussions of the Ukraine Crisis – Challenges for the Six Eastern Partnership Countries*, German Marshall Fund of the USA (Europe Policy Paper), juil. 2014, 40 p.

(7) Résolution adoptée par 100 voix contre 11 (Russie, Biélorussie, Arménie, Bolivie, Cuba, Corée du Nord, Nicaragua, Syrie, Soudan, Venezuela, Zimbabwe) et 58 abstentions (dont Chine, Inde, Brésil et Afrique du Sud).

La Russie parviendra-t-elle à imposer une logique d'intégration et à faire de l'Union Eurasienne un pôle de puissance ? Beaucoup en doutent (8). Les incertitudes sont en effet nombreuses. Elles sont tout d'abord structurelles, liées au poids considérable de la Russie au sein de l'ensemble (85% de la population et plus de 70% du PIB de l'UEE) et à la composition de l'Union. L'absence de l'Ukraine, pièce essentielle du dispositif initial, fragilise et limite fortement la portée du projet. Et les perspectives d'élargissement sont pour l'heure incertaines. L'Azerbaïdjan et le Turkménistan, riches en hydrocarbures, ainsi que l'Ouzbékistan s'efforcent traditionnellement de se tenir à l'écart des projets d'intégration russes. La Moldavie et la Géorgie ont confirmé, on l'a vu, leur volonté d'ancrage européen. La Russie réussira-t-elle, comme elle l'espère encore, à infléchir leurs trajectoires ? Pour y parvenir, elle déploie de multiples efforts. En Moldavie, elle entretient des liens étroits avec les partis d'opposition et continue à instrumentaliser la question de la Transnistrie. Avec la Géorgie, la rupture n'est plus totale depuis le départ en 2013 du président Saakachvili.

Les incertitudes sont aussi liées à l'« eurasiasepticisme » qui s'est développé dans la région (9). Les partenaires de la Russie, y compris les plus proches, ont désormais des réserves croissantes à l'égard de ce projet. Le Kazakhstan, qui occupe une place centrale au sein de l'Eurasie, semble aujourd'hui décidé à limiter la portée de cette Union – à laquelle il a été historiquement très favorable. En mai, au moment de la signature du Traité, il a précisé qu'elle n'était pas une union politique et qu'il était opposé à ce qu'elle le devienne. Dans le dossier ukrainien, à plusieurs reprises, il a pris ses distances avec la position russe. Fidèle à sa stratégie multivectorielle, il multiplie par ailleurs les initiatives diplomatiques. Il est le premier des pays de la région à signer le 8 octobre avec l'UE (qui représente 40,8% de ses échanges commerciaux et 53,5% de ses exportations) un nouvel « Accord de partenariat et de coopération élargi ». Les nouveaux et futurs membres déclarés ne sont pas eux non plus des « Eurasiens enthousiastes ». Ils se résignent à l'adhésion plus qu'ils ne la souhaitent (10). L'Arménie a renoncé fin 2013, sous la pression de la Russie, qui est pour elle un fournisseur de sécurité dont elle ne peut se passer, à l'accord d'association avec l'UE. Elle continue néanmoins à percevoir ce pays comme un partenaire important et comme un modèle de développement. Le Kirghizstan, dont l'économie s'appuie largement sur les transferts financiers opérés par ses ressortissants qui travaillent en Russie, est avant tout motivé par la libre circulation des travailleurs.

(8) Andreï GRATCHEV, *op. cit.*, pp. 453 et 459 ; Nicu POPESCU, *Eurasian Union: the Real, the Imaginary and the Likely*, EU ISS (Chaillot Papers n° 132), sept. 2014.

(9) Expression d'Evgueni Vinokourov, directeur du Centre de recherche sur l'intégration économique eurasiatique, citée par Julien VERUEIL, « L'ombre portée du conflit en Ukraine dans l'espace eurasiatique », *Tableau de bord d'Eurasie*, Les Etudes du CERI, déc. 2014, p. 11

(10) N. POPESCU, *op. cit.*, p. 22.

Quelle place la Russie tiendra-t-elle demain dans cet espace ? L'onde de choc provoquée par la crise en Ukraine, si elle n'a pas eu raison de l'UEE, a ébranlé le projet de Grande Europe bipolaire que Moscou appelle de ses vœux et dont l'Union eurasienne serait le pilier oriental. La tendance pourrait s'inverser si la situation économique de la Russie lui permettait d'être dans cette région une locomotive et un modèle de développement. Ce n'est pas le cas pour le moment. La fracture qui s'est produite au sein de cet espace se répercute sur les équilibres entre celui-ci et l'UE.

LA RELATION AVEC L'UE ET LES ETATS-UNIS :  
LA FIN D'UN PARADIGME

En Europe et en Amérique du Nord, l'onde de choc a été d'autant plus forte que le droit international a été violé au cœur de l'Europe par l'un des cinq membres permanents du Conseil de sécurité et que le système de sécurité internationale a été impuissant à prévenir la crise (11). Les responsables politiques font une analyse des événements ukrainiens qui est à l'opposé de celle faite par Moscou : ils condamnent l'annexion de la Crimée et dénoncent les responsabilités de la Russie en Ukraine de l'Est. La riposte des 28 Etats membres de l'UE, des Etats-Unis et d'autres Etats de l'Organisation pour la coopération et le développement économique (OCDE), ainsi que de l'Alliance atlantique a été vigoureuse, vraisemblablement bien davantage que ce à quoi la Russie s'attendait en se basant sur la quasi-absence de réaction occidentale lors de la guerre russo-géorgienne en 2008 et le recul américain en Syrie en septembre 2013. Moscou a soudé contre elle ses partenaires occidentaux. La dégradation de leurs relations ne date pas de la crise ukrainienne, mais jamais depuis 1991 elle n'a été aussi loin. Basé sur des valeurs supposées communes et sur une convergence des intérêts économiques, le paradigme qui fondait depuis 1991 leur partenariat avait pour finalité un ancrage de la Russie au monde occidental. Il était certes imparfait, mais considéré comme ayant une dynamique vertueuse : en dépit de tensions récurrentes, parfois très vives, les liens avec la Russie se densifiaient en créant solidarités et interdépendances, l'idée dominante était qu'une logique d'association prendrait le dessus. En 2014, il a volé en éclats.

L'analyse des dirigeants occidentaux de la politique russe est basée sur une triple constatation. La Russie viole l'intégrité territoriale d'un Etat souverain et le droit international. Elle ne respecte pas les engagements internationaux qu'elle a pris, ceux à l'égard de l'Ukraine en 1994 (Mémorandum de Budapest) et en 1997 (Traité russo-ukrainien) et ceux à l'égard de ses partenaires occidentaux : son action contredit l'Acte final d'Helsinki, « pilier de la sécurité européenne depuis quarante ans », qui affirme le principe de l'inviolabilité des frontières, un principe qui figure

(11) Dossier « Le nouveau désordre mondial », *Esprit*, août-sept. 2014, pp. 14-109.



aussi dans la « Charte de Paris pour une nouvelle Europe » (Conférence pour la sécurité et la coopération en Europe, 21 novembre 1990) et dans l'Acte fondateur OTAN-Russie du 27 mai 1997 (12). Explicitement révisionniste – Vladimir Poutine remet pour la première fois officiellement en cause les frontières russes de 1991 – et prête au nom de la défense de ses intérêts nationaux à recourir à une politique de fait accompli, elle apparaît désormais imprévisible. Les accusations portées contre les Occidentaux, un « *déchaînement d'insultes gratuites* » (13) à l'encontre des autorités ukrainiennes, le déni de toute responsabilité dans le conflit du Donbass, les gesticulations militaires – l'OTAN dénonce une très forte augmentation des violations des frontières des pays d'Europe centrale et orientale par des avions militaires russes – confortent les responsables occidentaux dans leur analyse.

Ils en tirent des conclusions fortes. A Newport, le 5 septembre, les pays membres de l'Alliance atlantique dénoncent une politique qui « *constitue une menace pour l'ordre international [...] et compromet la sécurité euro-atlantique* ». Le secrétaire général, Anders Fogh Rasmussen, estime que « *la Russie ne se comporte pas comme un partenaire, mais comme un adversaire* », elle « *remet en cause notre paix et notre sécurité* ». En Allemagne, longtemps le premier partenaire de la Russie en Europe, la réaction est très vive. Après trois rencontres et 35 conversations téléphoniques avec Vladimir Poutine en l'espace d'un an, toutes infructueuses, la chancelière Merkel estime inévitable de redéfinir la politique à l'égard de la Russie. Ses proches n'hésitent désormais plus à déclarer qu'elle « *n'est plus un partenaire* » (14). A Paris, cette crise est lue comme « *l'une des crises les plus graves, en Europe, depuis la fin de la Guerre froide* » : « *la paix et la sécurité [y] sont menacées* », déclare François Hollande le 28 août. Et les responsabilités russes dans le Donbass sont dénoncées sans ambiguïté, ce qui conduit l'Elysée, le 3 septembre, à suspendre la livraison du BPC *Mistral*. Ces positions sont partagées par de nombreux experts et intellectuels en Europe et en Amérique du Nord. Camille Grand, directeur de la Fondation pour la recherche stratégique (FRS), et Simon Serfaty, spécialiste américain des Relations internationales, résument les analyses de nombre d'entre eux lorsqu'ils évoquent une « *rupture historique* » – « *un environnement apaisé et une relation coopérative avec la Russie ne sont plus l'hypothèse de référence* » – et une Russie « *incapable de s'imaginer autrement qu'à la tête d'un empire* » dont les actions « *menacent l'ordre institutionnel et territorial européen* » (15).

(12) Camille GRAND, « La Russie, l'Occident et la paix froide », *Commentaire*, été 2014, p. 294.

(13) Expression de P. DE SUREMAIN, « L'Ukraine en crise, l'Europe fracturée », *Commentaire*, hiv. 2014-2015, p. 745.

(14) Angela MERKEL, Discours sur « la situation en Ukraine », Bundestag, 13 mars 2014, disponible sur le site Internet [www.bundestkanzlerin.de](http://www.bundestkanzlerin.de) ; propos tenus par des personnalités allemandes lors du colloque organisé les 14-15 déc. 2014 à Berlin par l'IFRI-CERFA et le Konrad Adenauer Stiftung.

(15) C. GRAND, *op. cit.*, pp. 293-294 et 296-297 ; Simon SERFATY, « Engager la Russie : ni provocation, ni indulgence », Fondation Robert Schuman (Questions d'Europe), 8 déc. 2014, pp. 2-3.



Ces analyses ne font pas l'unanimité (16). Au sein de l'UE, les Etats membres ne sont pas tous sur la même ligne : ainsi, la Hongrie manifeste à l'égard de la politique russe une indulgence qu'on n'attendait pas d'un des anciens pays satellites de l'URSS (17). Et, au sein de plusieurs Etats, la question russe fait débat. Plusieurs partis d'extrême droite (dont le Front national en France et le Jobbik en Hongrie) soutiennent explicitement la politique russe. En France, des personnalités issues de différents partis politiques, des souverainistes, des représentants de milieux d'affaires, des membres de groupes d'amitié ou d'associations, etc. dénoncent les responsabilités de l'UE et des Etats-Unis dans le déclenchement de la crise, estimant que « *la Russie doit devenir l'alliée privilégiée de la France en Europe* » et qu'« *il n'y a pas d'indépendance de la France sans une Russie forte* » (Jean-Pierre Chevènement). Certaines des positions prises découlent du regard porté sur les Etats-Unis et/ou l'UE (18). Si on en juge entre autres par les résultats de l'enquête 2014 menée par le German Marshall Fund (GMF, *Transatlantic Trends*), ces soutiens à la Russie restent néanmoins minoritaires. Confrontés à une situation jugée préoccupante, les Etats occidentaux font taire leurs divergences et se rassemblent.

#### UNE RIPOSTE OCCIDENTALE VIGOUREUSE

La riposte occidentale a deux volets : l'un à l'égard de l'Ukraine, à laquelle un soutien multiforme est apporté, l'autre à l'égard de la Russie qui est fait, pour reprendre l'expression de François Hollande, de « *fermeté et de dialogue* ».

Le soutien à l'Ukraine est d'abord politique. Dirigeants européens et américains soutiennent le gouvernement provisoire formé fin février à Kiev après la fuite et la destitution du président Ianoukovitch, puis après le 25 mai le président Porochenko. Plusieurs d'entre eux (Angela Merkel notamment) se rendent à Kiev en signe de solidarité. Le Congrès des Etats-Unis vote en décembre un « *Ukraine Freedom Support Act* ». Le soutien est aussi financier. Le 30 avril, le FMI accorde à l'Ukraine un crédit de 17,1 milliards \$ pour les deux années à venir. L'UE approuve le 6 mars un programme dit d'« *assistance macro-financière* » de 1,6 milliard €. En janvier 2015, elle annonce un nouveau plan d'aide de 1,8 milliard €, ainsi que des prêts conditionnels, liés au processus de réformes engagé par

(16) John MEARSHEIMER, « *Why the Ukraine crisis is the West's fault* », *Foreign Affairs*, sept.-oct. 2014, pp. 77-89.

(17) Jacques RUPNIK, « *Les pays d'Europe centrale et orientale face à la crise ukrainienne* », *Tableau de bord des pays d'Europe centrale et orientale*, Les Etudes du CERI, déc. 2014, pp. 15-17.

(18) Institut Political Capital, « *The Russian Connection – The spread of pro-Russian policies on the European far right* », 14 mars 2014, 9 p. ; « *Enquête sur les réseaux Poutine en France* », *Libération*, 25-26 oct. 2014 ; « *Les réseaux français de Poutine* », *Le Monde*, 18-21 nov. 2014 ; entretien avec de J.-P. CHEVÈNEMENT, *Courrier de Russie*, 26 sept.-10 oct. 2014 ; Lettre de 60 personnalités allemandes, *Die Zeit*, 5 déc. 2014.

les autorités ukrainiennes (19). Cette assistance est très majoritairement soutenue par les opinions publiques. Le refus, maintes fois affirmé par les dirigeants occidentaux, de répondre à la force par la force, s'il est contesté par le Congrès des Etats-Unis dans le « Ukraine Freedom Support Act », reste une des grandes caractéristiques de la stratégie occidentale : le soutien à l'Ukraine a pour objectif de promouvoir « une solution diplomatique » au conflit. Les dirigeants occidentaux n'envisagent pas non plus d'intégrer l'Ukraine dans l'Alliance atlantique. Lorsque, en septembre, le président Porochenko demande pour son pays un statut spécial de membre de l'Alliance non-OTAN, il se heurte à une fin de non-recevoir.

A l'encontre de la Russie, les 28 Etats membres de l'UE, les Etats-Unis, le Canada et d'autres pays de l'OCDE adoptent au lendemain de l'annexion de la Crimée une politique de sanctions : annulation par les Etats membres du G7 du sommet du G8 qui devait se tenir en juin à Sotchi, suspension en mars par l'UE des négociations sur les visas et sur le nouvel accord-cadre des relations UE-Russie, suspension le 1<sup>er</sup> avril par l'Alliance atlantique de « toute coopération pratique, tant civile que militaire », refus de laisser entrer sur leur territoire un certain nombre de personnalités russes – et ukrainiennes –, dont la liste s'est allongée au fil des mois et gel de leurs avoirs. D'autres sanctions, économiques, sont progressivement adoptées et renforcées lorsque l'intervention russe dans le Donbass se développe : restrictions apportées à l'accès aux marchés de capitaux de certaines banques et entreprises russes, embargo sur les importations et les exportations d'armements, interdiction des exportations en Russie de biens et technologies à double usage, suspension des transferts de technologie, en particulier dans le secteur énergétique. Ces sanctions ont un double objectif : augmenter pour la Russie le coût diplomatique et financier de sa politique et l'inciter à changer de politique en Ukraine (20). Elles ont également un coût qui pourrait être lourd pour plusieurs pays européens, dont la France, du fait du contrat signé en 2011 avec la Russie sur les BPC *Mistral*. En septembre, l'Alliance atlantique a en outre pris des décisions destinées à envoyer à la Russie un message de fermeté : rénovation de sa force de réaction rapide ; mise en place à l'est de l'Europe de nouvelles installations logistiques ; définition d'un plan d'exercices plus ambitieux ; engagement des pays membres à consacrer, d'ici 2015, 2% de leur PIB à leur budget de la défense (21). Soucieux depuis déjà plusieurs années de réduire leur dépendance à l'égard de la Russie, les 28 ont aussi resserré leurs liens dans le domaine énergétique (projet

(19) FMI, « Ukraine : financial position in the Fund as of Dec. 31, 2014 », disponible sur le site Internet [www.imf.org](http://www.imf.org) ; Commission européenne, communiqué de presse, 3 déc. 2014.

(20) OTAN, communiqué, 1<sup>er</sup> avr. 2014, disponible sur le site Internet [www.nato.int](http://www.nato.int) ; Conseil de l'UE, communiqué de presse, 31 juil. 2014, et « Fiche d'information sur les mesures restrictives de l'UE », disponible sur le site Internet [www.consilium.europa.eu/press](http://www.consilium.europa.eu/press) ; US Department of State, « Ukraine and Russia sanctions », disponible sur le site Internet [www.state.gov](http://www.state.gov).

(21) W. LORENZ, « NATO narrows military gap on its Eastern flank », PISM (*Strategic File* n° 20 (55)), sept. 2014.

d'Union énergétique européenne, livraison de gaz à l'Ukraine par le biais de flux rebours).

Sanctions ne signifie pas rupture. Européens et Américains n'ont jamais rompu le contact ni fermé la porte au dialogue. Les conversations téléphoniques avec Vladimir Poutine et les rencontres entre les ministres des Affaires étrangères ont été nombreuses. Une rencontre Poutine-Porochenko-Hollande-Merkel est organisée lors du 70<sup>e</sup> anniversaire du Débarquement le 6 juin à Deauville : plusieurs autres ont lieu dans ce « format de Normandie » au niveau des ministres des Affaires étrangères. C'est dans ce format, après l'escale de François Hollande à Moscou le 6 décembre, qu'est envisagé un sommet à Astana les 15 et 16 janvier 2015. Le sommet du G20 le 15 novembre à Brisbane a aussi été une occasion de parler à Vladimir Poutine. Européens et Américains soutiennent en outre la médiation de l'OSCE : c'est dans le cadre du groupe de contact piloté par cette dernière, qui réunit des représentants de Kiev, de Moscou et des séparatistes donbassiens, qu'est négocié à Minsk l'accord de cessez-le-feu du 5 septembre – complété le 19 septembre et confirmé le 9 décembre.

Ni ces sanctions ni ces conversations ne donnent pour le moment le résultat souhaité dans le Donbass. Le niveau de violence a diminué après le 5 septembre, mais, au début de janvier 2015, le cessez le feu n'est toujours pas respecté et la Russie continue à soutenir les séparatistes. L'ont-elles dissuadée d'encourager une extension du territoire des républiques auto-proclamées et la création d'un « corridor » terrestre entre son territoire et la Crimée ? La question reste ouverte. Dans le domaine économique et financier, les sanctions ont eu des effets qui ont été accentués par le contexte interne et international (22). La croissance russe pour 2014 était estimée en début d'année par le Fonds monétaire international (FMI) à quelque 2,5 %. Elle sera au mieux de 0,2%. Entre le 1<sup>er</sup> janvier 2014 et le 1<sup>er</sup> janvier 2015, le rouble a perdu 43% de sa valeur, un effondrement qui s'est accentué à partir de fin novembre. La fuite des capitaux s'est accélérée et l'inflation a augmenté. Début janvier 2015, l'agence de notation Fitch dégrade une nouvelle fois la note souveraine russe et la Banque mondiale prévoit pour 2015 une contraction de l'économie de 2,9%. Cette dégradation est liée au ralentissement de l'économie mondiale, à la chute du prix du baril de pétrole, à la politique économique menée par le gouvernement russe. Elle est également le résultat de la crise ukrainienne, dont le coût s'avère très élevé pour la Russie : à celui de l'intégration de la Crimée à la Fédération s'ajoutent celui de l'intervention dans le Donbass et le climat de défiance et d'incertitudes suscité par les actions russes et les sanctions occidentales (23). Ces dernières isolent en outre l'économie

(22) Céline MARANGÉ, *Les Sanctions contre la Russie ont-elles un effet dissuasif ?*, Etude de l'IRSEM, janv. 2015, 39 p. ; J. CWIEK-KARPOWICZ / S. SECRIERU (dir.), *Sanctions and Russia*, The Polish Institute of International Affairs, Varsovie, janv. 2015, 155 p.

(23) Julien VERCUEIL, *op. cit.*, pp. 7-13, et « L'économie russe et les sanctions : une évaluation des conséquences du conflit ukrainien », CCIFR (Note de l'Observatoire franco-russe), nov. 2014, 24 p.

russe des marchés des capitaux et des technologies occidentales – qui avaient contribué à sa croissance dans les années 2000. La chute du cours du pétrole est particulièrement redoutable pour la Russie, qui tire de ses exportations d'hydrocarbures environ la moitié de ses ressources budgétaires. Alors que le budget russe de 2015 a été calculé sur la base d'un baril à 96 \$ (V. Poutine, 24 octobre), le prix du baril passe de plus de 100 \$ en juin 2014 à 50 \$ au début de janvier 2015 après une baisse continue que les experts annoncent durable.

Critiquée, affaiblie alors qu'elle a voulu montrer sa puissance et que les deux tiers des Russes continuent à penser que leur pays est une grande puissance (enquête Levada de novembre 2014), confrontée à de multiples incertitudes, la Russie réagit en se repliant sur elle-même. Elle répond aux sanctions par un embargo sur les importations de produits occidentaux (viande, légumes, produits frais) et, pour la première fois depuis l'ouverture du Rideau de fer, elle impose des restrictions à la liberté de circulation. Cette initiative, qui s'ajoute à la politique menée depuis déjà plusieurs années à l'égard des organisations non gouvernementales « agents de l'étranger » et à la limitation de la participation étrangère dans les médias, est prise dans un contexte de défiance de plus en plus forte à l'égard de l'Occident. En novembre, les Etats-Unis et l'UE sont perçus négativement par respectivement 74% et 63% des Russes interrogés. Et le nombre de ceux qui estiment que la Russie est menacée par des ennemis externes et internes augmente fortement (42% en décembre 2007, 61% en août 2014) (24). Entre la Russie et les pays occidentaux, le fossé se creuse. Lors de l'enquête 2014 du GMF (*Transatlantic Trends*), 71% des Américains et 68% des Européens interrogés dans les dix pays étudiés ont une opinion négative de la Russie. Et sur deux sujets stratégiques pour l'avenir, les opinions évoluent fortement. Les deux tiers des Américains (68%) et près de la moitié des Européens (46%) sont favorables à ce que l'Ukraine devienne membre de l'OTAN. 52% des Européens estiment qu'elle devrait pouvoir devenir membre de l'UE. Les liens existants entre les Etats et entre les sociétés, pourtant portés dans de nombreux domaines, notamment économique et international, par des intérêts communs, n'ont pas empêché cette détérioration. Ils n'ont pas eu l'effet apaisant attendu.

La relation avec la Russie est aujourd'hui à réinventer. Sur quel paradigme sera-t-elle fondée ? Si l'antagonisme actuel dure – ce que beaucoup anticipent à la fin de 2014 –, elle mêlera « *tension et interdépendance, conflit et intérêt commun* » (25), endiguement et dialogue-coopération. Aux yeux de certains, la politique russe en Ukraine rend nécessaire une nouvelle stratégie d'endiguement (26). Renouer et renouveler le dialogue est une mesure de bon sens, mais sur quelles bases le structurer ? Comment

(24) Enquêtes du Centre Levada des 1<sup>er</sup>-4 août et des 21-24 nov. 2014.

(25) Expression de Nicole Gnesotto, qui ne se réfère pas directement à la Russie, in « La mondialisation politique n'existe pas », *Esprit*, août-sept. 2014, p. 35.

(26) S. SERFATY, *op. cit.*, p. 4.

écouter la Russie sans lui donner un droit de regard sur des décisions concernant des pays tiers ? La difficulté est clairement apparue lorsque Bruxelles a accepté en septembre, sous la pression russe, le report au 31 décembre 2015 de la mise en application de la Zone de libre-échange approfondi et complet UE-Ukraine. La coopération doit-elle être redéfinie sur une base bilatérale ou dans le cadre d'une relation Union européenne-Union économique eurasiennne ? Certains voient dans l'établissement d'une relation entre les deux unions un possible début de négociation d'un nouvel ordre européen. Négocier dans ce cadre aurait, à leur avis, l'avantage pour l'UE de ne plus se retrouver en tête à tête avec la Russie et déplacerait la compétition sur le terrain économique (27). D'autres défis sont à relever. L'UE saura-t-elle apporter à l'Ukraine un soutien durable, à la hauteur des enjeux existants, qui lui permettra de sortir de la crise actuelle ?

#### UNE RÉORIENTATION VERS L'ASIE EST-ELLE POSSIBLE ?

A cette crise de ses rapports avec l'Occident, la Russie a réagi en cherchant à diversifier ses relations extérieures et à les réorienter vers l'Asie Pacifique et les pays émergents. La démarche n'est pas nouvelle. Depuis plusieurs années, la Russie se positionne aux côtés des BRICS, en affirmant que le pouvoir se déplace vers les grands émergents dans un monde multipolaire. Un discours étayé en juillet par la décision des BRICS de créer une banque de développement et de mettre en place un fonds de réserve : cela suggère qu'il existe une alternative aux grandes institutions financières multilatérales (FMI et Banque mondiale) dominées par les Occidentaux. L'intérêt pour l'Asie n'est lui non plus pas nouveau. A son arrivée au pouvoir en 2000, Vladimir Poutine avait rappelé que « *la Russie [s'était] toujours perçue comme un pays eurasiatique* », en regrettant qu'elle « *n'ait pas toujours exploité cet avantage* » (9 novembre 2000). Il s'est depuis employé à « *passer de la parole aux actes* » pour des raisons à la fois politiques et économiques. Bien avant la crise en Ukraine, de nombreuses initiatives – en particulier le rapprochement avec la Chine et le sommet de l'APEC en septembre 2012 à Vladivostok – avaient donné corps à ce discours (28). La crise en Ukraine conduit Moscou à chercher à conforter le rééquilibrage en cours. En 2014, le « pivot » vers l'Asie commence – sur le plan géographique – par un renforcement de la relation avec la Turquie. Au cours de la visite officielle qu'il fait à Ankara le 1<sup>er</sup> décembre, Vladimir Poutine annonce l'abandon du projet South Stream et la décision de construire un nouveau gazoduc russo-turc sous la mer Noire – qui s'ajouterait au Blue Stream. S'il se concrétise, ce projet, qui désigne la

(27) Ivan KRASTEV / Mark LEONARD, « The new European disorder », European Council on Foreign Relations (Essay n° 117), nov. 2014, pp. 6-8, disponible sur le site Internet [www.ecfr.eu](http://www.ecfr.eu) ; N. POPESCU, *op. cit.*, chap. 4 et conclusion.

(28) Pour plus de détails, cf. Anne DE TINGUY, « La Russie se réoriente-t-elle vers l'Asie ? », in A. DUBIEN (dir.), *Russie 2014 - Regards de l'Observatoire franco-russe*, Le Cherche Midi, 2014, pp. 336-348.

Turquie comme un nouveau centre majeur de transit du gaz russe vers l'UE, modifiera profondément les équilibres européens dans le domaine énergétique (29). La réorientation repose aussi et surtout sur le partenariat avec la Chine.

La réaction chinoise aux événements en Ukraine reflète la complexité de la relation entre les deux pays. En s'abstenant aux Nations Unies lors des votes sur la Crimée (le 15 mars au Conseil de sécurité et le 27 mars à l'Assemblée générale), la Chine a suggéré sa désapprobation. Elle partage cependant la crainte des révolutions de couleur du Kremlin et son analyse des responsabilités des pays occidentaux dans cette crise. Cela l'a conduit à condamner les sanctions occidentales et à apporter une aide à son voisin : la Banque nationale chinoise a ouvert une ligne de crédit pour les grandes banques russes sanctionnées par l'Occident (30). La Chine est depuis plusieurs années le pivot de la politique russe dans la région. Leur partenariat, qui remonte à la réconciliation sino-soviétique de 1989, s'est progressivement développé et diversifié. Multiforme, il a progressé, ces dernières années, de manière spectaculaire. Le dialogue politique entre les deux pays est régulier et nourri, structuré par le soutien international que les deux pays s'apportent mutuellement, notamment au Conseil de sécurité des Nations Unies. Les deux Etats, qui ont créé en 2001 l'Organisation de coopération de Shanghai, ont en commun une même vision d'un monde multipolaire.

Leur partenariat s'appuie aussi sur des échanges économiques et commerciaux qui se sont intensifiés. Depuis 2010, la Chine devance l'Allemagne au premier rang des partenaires commerciaux de la Russie : en 2013, elle lui a fourni 16,7% de ses importations et lui a acheté 6,8% de ses exportations (31). Et la Russie est en train de devenir un de ses grands fournisseurs d'hydrocarbures. Le contrat annoncé en juin 2013 entre Rosneft et la China National Petroleum Corporation (CNPC) prévoit des livraisons de 365 millions de tonnes de pétrole sur 25 ans, avec un accroissement régulier des livraisons à partir de 2013. La coopération gazière prend son essor lors de la visite de Vladimir Poutine en Chine les 20 et 21 mai 2014 : après de longues années de négociations, Gazprom et la CNPC arrivent à un accord sur 30 ans qui prévoit à partir de 2018 des livraisons qui seront à terme de 38 milliards m<sup>3</sup> par an, pour un montant de 400 milliards \$ (32). Signé en pleine crise ukrainienne, cet accord a une résonance particulière : Moscou, qui espère aller plus loin – en septembre, Gazprom déclare « *étudier la possibilité de livrer 60 milliards m<sup>3</sup> ou jusqu'à*

(29) *Russia Beyond The Headlines*, 3 déc. 2014.

(30) Julie WILHELMSEN, « China is full of understanding for the Russian position on Ukraine », ECFR Commentary, 3 nov. 2014 ; I. KRASTEV / M. LEONARD, *op. cit.*, p. 5 ; cf. aussi les déclarations du vice-Premier ministre chinois Zhang Gaoli le 1<sup>er</sup> septembre 2014 à Yakoutsk, disponibles sur le site Internet [www.kremlin.ru](http://www.kremlin.ru).

(31) Rosstat, *Rossia v tsifrah 2014*, disponible sur le site Internet [www.gks.ru](http://www.gks.ru) ; EU, DG Trade, site Internet [ec.europa.eu/trade/](http://ec.europa.eu/trade/).

(32) Shi ZE, « The Sino-Russian natural gas deal: a record in a century », China Institute of International Studies, 24 nov. 2014 ; sur le pétrole, cf. International Energy Agency, *Russia 2014*, 2014, Paris, pp. 159-162.



100 milliards m<sup>3</sup> de gaz à la Chine » (33) –, le présente comme le signe de sa capacité à se dégager de ses clients européens. Au fil du temps, les liens entre les sociétés se sont eux aussi développés. Les Instituts Confucius se sont multipliés. Le chinois est de plus en plus enseigné en Russie. En 2013, 2 millions de Russes se sont rendus en Chine, plus d'un million de Chinois en Russie.

Ces multiples liens se répercutent sur l'image de la Chine en Russie. Plusieurs enquêtes Levada le confirment. En mai 2014, la Chine arrive en deuxième position des pays considérés comme les plus proches de la Russie – derrière la Biélorussie. En novembre, elle recueille 74% d'opinions positives. En décembre, 47% des Russes interrogés sur les pays vers lesquels la Russie devrait avant tout orienter sa politique étrangère dans une perspective de long terme désignent la Chine, qui est de très loin le premier cité – ils n'étaient que 21% en avril 2013 et 9% dix ans plus tôt).

Prioritaire, la relation avec la Chine n'est pas exclusive. La Russie s'efforce de diversifier sa politique, par des canaux à la fois bilatéraux et multilatéraux. L'Inde, partenaire traditionnelle de Moscou en Asie, est l'objet d'une attention particulière. Comme la Chine, elle s'est abstenue lors du vote à l'ONU le 27 mars, mais condamne les sanctions économiques occidentales à l'encontre de la Russie. A New Delhi le 11 décembre, Vladimir Poutine soutient son intégration dans l'Organisation de coopération de Shanghai et sa candidature à un siège de membre permanent au Conseil de sécurité des Nations Unies. Lors de cette visite, d'importants contrats sont signés : la Russie conforte sa position de premier fournisseur d'armements et de matériels militaires de l'Inde (34). Pour des raisons notamment liées à son objectif de développement de la Sibérie orientale, qui est à la fois une condition et un tremplin de l'intégration de la Russie en Asie Pacifique, Moscou continue par ailleurs à tenter de resserrer les liens avec le Japon en dépit du litige territorial qui les oppose depuis 1945. La décision de Tokyo de voter la résolution de l'ONU le 27 mars et de s'associer aux sanctions occidentales entraîne l'annulation de la visite du chef de l'Etat russe à Tokyo prévue pour l'automne 2014, mais elle n'interrompt pas le processus de rapprochement entamé en 2013. L'entretien de Vladimir Poutine et du premier ministre Shinzo Abe le 9 novembre en marge du sommet de la Coopération économique pour l'Asie Pacifique (APEC) à Pékin est le septième depuis le retour au pouvoir de ce dernier en décembre 2012 (35). La diversification se fait également par l'engagement dans les enceintes multilatérales. Membre de l'APEC depuis 1998, la Russie a rejoint en 2010

(33) Conversation d'Alexei Miller, patron de Gazprom, avec V. Poutine, 17 sept. 2014, accessible sur le site Internet [www.kremlin.ru](http://www.kremlin.ru).

(34) Déclarations à la presse du président Poutine et du premier ministre indien Narendra Modi, 11 déc. 2014 ; « Joint statement Druzhba-Dosti: a vision for strengthening the Indian-Russian partnership over the next decade », 11 déc. 2014, repris sur le site Internet [www.kremlin.ru](http://www.kremlin.ru).

(35) *The Japan Times*, 10 nov. 2014, annonce le report à 2015 de la visite à Tokyo de V. Poutine ; le communiqué publié par le Kremlin à l'issue de cet entretien ne fait pas état de cet accord.



l'Asia-Europe Meeting (ASEM) et en 2011 l'East Asia Summit (EAS) ; elle est aussi membre depuis 1993 de l'ARF, le forum régional de l'Association des nations d'Asie du Sud-Est (ASEAN). Lors du 9<sup>e</sup> sommet de l'Asie orientale à Myanmar le 13 novembre 2014, Dmitri Medvedev se prononce à nouveau en faveur d'une réforme de l'architecture de sécurité de l'Asie Pacifique.

La politique russe en Asie a donné des résultats indéniables que confirme la progression des échanges économiques. Les trois grands partenaires de la Russie en Asie (Chine, Japon, Corée du Sud) représentent en 2013, selon les statistiques russes, 17,4% du total de ses échanges. La progression est plus sensible à l'importation (24,2%) qu'à l'exportation (13,3%), mais elle est notable. Si on y ajoute la Turquie, la part de ces pays dans les importations de la Russie est de 26,5% et dans les exportations de 18,2%. S'agit-il pour autant d'une réorientation de la Russie qui s'éloignerait de l'Europe pour basculer vers l'Asie ? Beaucoup en doutent pour des raisons qui touchent à la culture, à l'histoire, à la géographie, à la démographie, à l'économie, etc. (36). La partie du territoire russe au-delà de l'Oural est peu développée et peu peuplée : à la fois cause et conséquence des profondes difficultés auxquelles il est confronté, l'Extrême-Orient russe n'attire plus : depuis 1991, cette immense région a perdu 20% de sa population, ne comptant plus en 2013 que 6,2 millions d'habitants (7,9 en 1989). Sur le plan démographique et économique, le centre de gravité du pays se situe sans conteste dans la partie européenne du territoire. D'autre part, si les échanges ont progressé, la réorientation souhaitée reste pour le moment limitée : l'UE demeure de loin le premier partenaire commercial de la Russie. C'est en particulier le cas jusqu'à une date récente dans le domaine des hydrocarbures : en 2012, l'Asie n'a absorbé que 18% des exportations russes de pétrole, la quasi-totalité du reste étant vendue à l'Europe (37). Le poids de la Russie dans la région est lui aussi limité. Le pays n'est un partenaire commercial majeur pour aucun des Etats asiatiques. En 2013, il n'est que le neuvième partenaire de la Chine et n'entre que pour 2,1% dans les échanges commerciaux chinois ; si il est son 6<sup>e</sup> client et représente 2,2% des exportations chinoises, il ne fait pas partie de ses dix premiers pays fournisseurs. Il n'est que le dixième client de la Corée du Sud – il représente 2% des exportations sud-coréennes – (38) et le 12<sup>e</sup> partenaire du Japon (1,5% des exportations et 2,8% des importations japonaises) (39). Et la structure de ses exportations, dominées par les matières premières et donc caractérisées par une faible valeur ajoutée, n'est guère valorisante.

La crise en Ukraine confirme par ailleurs que ni les pays asiatiques ni les BRICS ne cherchent à prendre le relais des pays occidentaux en prenant

(36) Cf. par exemple S. SERFATY, *op. cit.*, p. 5.

(37) US Energy Information Administration, *Country Report: Russia* ; les données 2013 ne sont pas disponibles au moment de la rédaction de cet article.

(38) Source des données concernant la Chine et la Corée du Sud : données statistiques de l'UE.

(39) Outre les statistiques de l'UE, cf. World Trade Organisation, *International Trade Statistics 2013*.

des responsabilités stratégiques. Aucun d'entre eux n'a cherché à être force de proposition pour contribuer au règlement du conflit russo-ukrainien et russo-occidental. Et le soutien qu'ils ont apporté à la Russie n'a pas été sans réserve.

\* \*  
\*

La crise en Ukraine a fortement ébranlé les équilibres régionaux et internationaux qui s'étaient imposés entre 1989 (fin de la Guerre froide) et 1991 (éclatement et effondrement de l'URSS). Elle impacte fortement, on l'a vu, la place de la Russie dans le monde. Les positions internationales de cette dernière sont aujourd'hui affaiblies et les perspectives sont très incertaines. Elles le resteront tant que le conflit avec l'Ukraine n'aura pas trouvé de solution, tant que le rapport de la Russie à l'UE ne sera pas stabilisé sur de nouvelles bases et tant qu'elle n'aura pas montré sa capacité à moderniser son économie. Au lendemain des attentats terroristes des 7-9 janvier 2015 à Paris, qui ont soulevé dans le monde une formidable émotion, le paradigme qui s'impose dans la vie internationale est celui de la lutte contre le djihadisme et le terrorisme. Ces événements auront-ils un impact sur les rapports avec la Russie ? Quoi qu'il en soit, ils n'effaceront pas les fractures qui se sont produites et qui rendent peu vraisemblable un retour au *statu quo ante*.